



REPUBLIQUE DU RWANDA
National Commission for the Fight against Genocide
Commission Nationale de Lutte contre le Génocide
Komisiyo y'Igihugu yo Kurwanya Jenoside



-CNLG-

LE MINISTRE KAREMERA EDOUARD DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE D'EXTERMINATION DANS SA PREFECTURE D'ORIGINE: KIBUYE

INTRODUCTION

En mesure que le gouvernement génocidaire perdait du terrain, il a tout fait pour intensifier les massacres dans les régions qu'il contrôlait.

Pour y arriver très vite, Jean Kambanda a assigné à chaque ministre une région qu'il devait contrôler et s'assurer que l'extermination était faite selon le plan d'extermination en place.

Le gouvernement génocidaire, a intensifié sa politique d'extermination en mettant en place les « comités de crise », c'est-à-dire des comités d'extermination, a commencé à faire disparaître les preuves du génocide, notamment par la destruction de maisons et de traces de Tutsi qui venaient d'être massacrés.

KAREMERA EDOUARD a joué un rôle de premier plan dans la mise en pratique de la politique génocidaire dans la préfecture de Kibuye.

Karemera est né le 1er septembre 1951, dans le secteur de Rucura, commune de Mwendo, préfecture de Kibuye. Il a été membre du comité central du MRND depuis 1979, en juin 1992, il a été élu secrétaire national de ce parti. En avril 1993, il est devenu premier vice-président du MRND et membre de son bureau exécutif.

En 1994 il était ministre de l'intérieur dans le gouvernement génocidaire dirigé par Jean Kambanda.

1) Karemera Edouard a créé la milice Interahamwe dans la commune de Bwakira, sa commune d'origine, pour l'élimination des Tutsi

Le 13 octobre 1993, Karemera a tenu une réunion dans la salle polyvalente de la commune de Bwakira dans la préfecture de Kibuye. Etaient présents dans cette réunion Karemera, Ruhigira Enoch, Munyampundu, Andre Kagimbangabo, le colonel Ndahimana, un responsable de la CDR du nom d'Amani Mugabo, et le bourgmestre Kabasha.



A cette occasion, Karemera avait invité l'assistance à contribuer à la formation des Interahamwe. Karemera avait ajouté que les Tutsi étaient l'ennemi. Il a expliqué comment il fallait les identifier les Tutsi. Il a montré l'importance d'identifier l'ennemi, en demandant aux préfets de mettre en place tous les mécanismes nécessaires pour le signalement des Tutsi et pour leur extermination. Après cette réunion, la formation des Interahamwe qui avaient déjà été sélectionnés avant cette réunion a démarré immédiatement.

Le programme de formation militaire des Interahamwe mis en place avant le génocide visait à l'élimination des Tutsi sur tout le territoire du Rwanda.

Karemera a procédé à la distribution de fusils. La formation militaire des Interahamwe s'est déroulée dans la vallée de Mashiga, dans le bois située en contrebas du bureau communal, ainsi que dans la forêt de Ndoha.

2) Karemera Edouard a étendu à tout le pays la politique d'extermination des Tutsi dite de « pacification ».

Le 10 avril 1994 à l'Hôtel des Diplomates, Ngirumpatse, Karemera et Joseph Nzirorera ont convoqué une réunion des 11 membres du comité national des Interahamwe. Ils ont informé les Interahamwe de la « mission de pacification » qui consistait à transmettre au nom du gouvernement génocidaire le message demandant la continuation des massacres, mais en dissimulant les cadavres. Le gouvernement génocidaire a dit qu'il rencontrait des difficultés avec la communauté internationale à cause des cadavres exposés le long des routes. Les corps devaient être rassemblés pour être récupérés par des camions, afin d'éviter d'être vus.

En tant que ministre de l'intérieur, et premier vice-président du MRND, Karemera a étendu à tout le pays la politique d'extermination dite de « pacification » qui consistait à provoquer, à aider et à encourager davantage les attaques contre les Tutsis. Les ministres étaient ensuite envoyés dans leurs préfectures d'origine pour encourager les tueries et exercer le contrôle sur les Interahamwe.

Le 25 mai 1994, Karemera a écrit aux préfets au sujet des mesures visant l'application des directives de Jean Kambanda. Ces mesures comprenaient l'établissement de comités, de listes et d'inventaires pour recenser les ressources disponibles au niveau des préfectures, tels les moyens humains et matériels ainsi que les armes. L'objectif était de coordonner et d'accélérer les massacres dans tout le pays.

3) Karemera a ordonné aux bourgmestres de la préfecture de Gitarama de cesser de protéger les Tutsi

Le 18 avril 1994, Kambanda, Karemera, Ngirumpatse, Mugenzi et Barayagwiza ont organisé une réunion à Murambi, avec plusieurs bourgmestres de la préfecture de Gitarama. Les bourgmestres ont demandé à Kambanda de leur fournir des renforts pour protéger la population tutsi et rétablir l'ordre dans la région. Au lieu de cela, Ngirumpatse, Karemera et Justin Mugenzi, ont encouragé les bourgmestres à cesser de protéger les Tutsis et de permettre aux Interahamwe de continuer à tuer des Tutsi.



4) Karemera a organisé des réunions dans la préfecture de Kibuye pour accélérer le génocide dans cette région

- **Kibuye, le 3 mai 1994: Karemera a rendu hommage aux Interahamwe, exhorté ceux-ci à continuer le génocide.**

Lors cette réunion, Jean Kambanda s'est adressé à l'auditoire et a préconisé la « défense civile » comme moyen de combattre le FPR, et a informé le public que la guerre avait gagné toutes les communes du Rwanda. Ce langage codé signifiait que même si l'extermination avait gagné tout le pays, elle devait se poursuivre au moyen de la défense civile.

Karemera s'est également adressé aux participants, en rendant hommage aux Interahamwe, il a exhorté ceux-ci à déloger, stopper et combattre l'ennemi en collaboration avec les organisations de jeunes des autres partis.

Karemera comme tous les membres du gouvernement génocidaire qualifiait tous les Tutsis d'ennemi. Karemera a demandé aux Interahamwe à combattre l'ennemi et à attaquer physiquement et détruire tous les Tutsis. Ce discours a été repris et rediffusé par Radio Rwanda le 9 mai 1994.

- **Kibuye , le 16 mai 1994 : Karemera a demandé à la population de chercher des armes traditionnelles pour massacrer les Tutsi.**

Au cours de cette réunion, il a remercié le préfet de Kibuye, Clément Kayishema, pour avoir accompli sa mission, faisant référence au massacre des Tutsis à Kibuye. Il a demandé aux Interahamwe d'attaquer les Tutsi et de les éliminer.

Karemera a demandé à la population de chercher des armes supplémentaires, par exemple, des arcs, des flèches et des lances.

5) Karemera et d'autres génocidaires ont mis en place un Fonds de « défense nationale » pour financer le génocide

Le 25 avril 1994, Félicien Kabuga en connivence avec Karemera et Ngirumpatse, et d'autres génocidaires a organisé une réunion de Gisenyi en vue de créer un Fonds de « défense nationale » qui devait servir à réapprovisionner les Interahamwe massacraient les Tutsi.

A plusieurs reprises, de telles réunions ont été organisées durant le génocide, lorsque le gouvernement génocidaire s'était installé à Gisenyi.

6) Karemera a amené des renforts dans la commune de Mwendo pour l'extermination des Tutsi réfugiés sur les collines de Biseseo

Karemera est allé dans sa commune d'origine, Mwendo mobiliser les Hutu pour qu'ils viennent tuer les Tutsi de Biseseo.



Il a menti que les refugies tutsi étaient train d'attaquer les Hutus a Bisesero et qu'ils devaient s'y rendre pour aider les Hutus à tuer les Tutsis, maintenant qu'ils avaient terminé avec les Tutsi de cette région et qu'un problème se posait à Bisesero

7) La mobilisation du gouvernement génocidaire pour l'extermination des Tutsis qui avaient survécu sur les collines de Bisesero

Le 17 juin, Karemera a adressé une demande écrite au lieutenant-colonel Anatole Nsengiyumva, commandant du secteur opérationnel de Gisenyi au nom du gouvernement génocidaire, et a demandé aux autorités militaires d'envoyer des renforts de la préfecture de Gisenyi aux fins d'éliminer tous les rescapés tutsi de Bisesero. Le gouvernement génocidaire visait à détruire complètement les Tutsis de la préfecture de Kibuye afin de dissimuler les massacres des mois précédents qui pouvaient transparaitre des récits faits par les rescapés. Les renforts de Gisenyi ont provoqué la mort de nombreux Tutsi.

Karemera a demandé au préfet et au commandant de Kibuye à qui il avait envoyé une copie de cette lettre, de prendre les mesures propres à permettre la mise en ceuvre de cette opération dans les délais prescrits qui devait être bouclée au plus tard le 20 juin. Karemera faisait appel à la participation des habitants des communes de Gishyata, de Gisovu et de Gitesi.

CONCLUSION

Les massacres de Tutsi ont continué dans la partie tenue par le gouvernement génocidaire, qui a intensifié sa politique d'extermination en mettant en place les « comités de crise », c'est-à-dire des comités d'extermination, et la politique de la défense civile qui visaient à ne laisser aucun Tutsi vivant au Rwanda. C'est à cette époque que ce gouvernement a commencé à faire disparaître les preuves du génocide, notamment par la destruction de maisons et de traces de Tutsi massacrés.

Fait à Kigali, le 15/06/2020

Dr Bizimana Jean Damascène

Secrétaire Exécutif

Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG)

